



Retour sur
les rencontres
de Gabès
6-8 mai 2022



SOMMAIRE

ARTICULER LES DIFFÉRENTES ACCEPTIONS DE L'OASIS.....	4
UNE TRANSFORMATION HISTORIQUE DE L'AGRICULTURE ET DES SOCIÉTÉS OASIENNES.....	6
L'industrialisation et ses conséquences écocidaires.....	7
L'essor du productivisme agricole tourné vers l'export.....	9
Une mutation des sociétés oasiennes.....	10
LA POSSIBILITÉ D'UN RÉSEAU PAR LE BAS PARTANT DES PRATIQUES.....	11
Partager des connaissances sur les oasis et les écocides.....	12
S'arrimer aux expériences et aux luttes.....	14
S'appuyer sur des supports et des fonctions-clés.....	14
QUELLES SUITES ?.....	16

D

ans le prolongement des rencontres de Strasbourg en juillet 2018 et d'Oran en décembre de la même année, Gabès constitue un nouveau moment de construction de la « Route des Oasis ». Deux fois reportées en raison de la pandémie de Covid-19, les rencontres de Gabès ont rassemblé durant trois jours – les 6, 7 et 8 mai 2022 – une trentaine de participants et participantes issus de multiples réseaux mobilisés de Tunisie, du Maroc, d'Algérie, du Niger, du Sénégal, du Burkina Faso, d'Espagne et de France.

Prenant place au cœur des journées de mobilisation de la société civile pour la sauvegarde des oasis de Gabès, ces trois jours de rencontres co-organisés par Cartographie citoyenne, Stop Pollution, Nomad08 et Altercarto¹, ont combiné des moments d'échanges et de réflexions collectives, de convivialité, mais aussi d'exploration de l'oasis de Chenini et de l'oasis maritime Ghannouch, puis du site du Groupe chimique tunisien – installé depuis 50 ans au nord de la ville et source de pollutions globales et massives².

Les formes de concernement des participants sur les enjeux du projet la Route des Oasis étaient variés selon leur activité et/ou engagement, qu'il s'agisse des agriculteurs ou d'habitants des oasis existantes (Gabès, Tozeur, Jemna) ou en cours de création (Green Sahara DZ, présents à distance), des membres du Réseau Nord Africain pour la Souveraineté alimentaire, d'associations de défense des oasis (Gabès), de solidarité avec les travailleurs et populations des zones surexposées aux effets des politiques extractivistes (Stop Pollution, Nomad08), de lutte pour le climat (GreenPeace, militants tunisiens), des ONG engagées sur les oasis et le développement rural (ADN au Niger, Concept au Sénégal, ou encore de chercheur·e·s travaillant sur les mondes oasiens (CRAO de Tozeur), des cartographes citoyens (Altercarto France et Burkina Faso, Cartographie Citoyenne) et/ou des porteurs de projets de développement solidaire comme Quartier Général au Burkina Faso. La variété des expériences, des connaissances et des points de vue résultant de cette composition a permis un travail d'exploration riche et multidimensionnel propice à la réflexion sur les différentes dimensions du réseau qui prenait naissance dans ces rencontres.

Cet article propose, en forme de compte-rendu analytique, de restituer le contenu de nos échanges et la diversité des enjeux qui ont été évoqués.

¹ L'organisation des Rencontres de Gabès a bénéficié du soutien financier de la Métropole du Grand Lyon et de la Fondation Rosa Luxemburg.

² http://kcit.org/site_%231/index0.html#art_PR-Gabes%20Schema%20des%20industries%20chimiques et <http://cartocitoyenne.org/gabes-un-eco-genocide-au-nom-de-leconomie/>



ARTICULER LES DIFFÉRENTES ACCEPTIONS DE L'OASIS

Tout au long de ces trois jours de rencontres, plusieurs acceptions du concept d' « oasis » ont continuellement cohabité au cours des échanges. L'oasis a tout d'abord été envisagée comme un centre écosystémique, prenant la forme d'un espace de végétation, de culture agricole et de commerce au cœur du désert. Cet espace se structure lui-même en trois strates principales : celle du palmier dattier, la plus haute, qui assure la fraîcheur et le maintien de l'humidité ; celle des arbres fruitiers (grenadiers, orangers, etc.), au niveau intermédiaire ; celle des cultures maraîchères et/ou céréalières, au sol. L'oasis peut également se penser, dans cette perspective, à l'échelle plus large d'un bassin versant.

Comme nous le verrons dans la suite de cet article, les enjeux spécifiquement liés aux menaces et agressions pesant sur ces écosystèmes, ainsi que les stratégies visant à les préserver, ont fait l'objet de nombreux échanges et de partages d'expériences. De manière inversée, les enjeux liés à la création d'une oasis ont également été évoqués, à travers le projet initié par le collectif des chômeurs de Ouargla consistant à créer *ex-nihilo* une oasis (voir encadré p. 5).

Mais l'oasis a aussi été envisagée comme une périphérie urbaine ou semi-urbaine, à l'image des quartiers « non-lotis » de Ouagadougou – où cohabitent urbains et ruraux – ou des banlieues populaires de l'agglomération lyonnaise. Ces périphéries se caractérisent, au-delà de la diversité des contextes locaux et nationaux dans lesquels elles s'inscrivent³, par le fait que leurs habitants et habitantes subissent en première ligne les effets contraignants du sous-équipement et/ou du sous-dimensionnement résultant de l'absence de régulation publique et/ou de l'indigence structurelle des politiques publiques qui leur sont adressées : en matière d'accès à l'eau, à l'alimentation et aux sources d'énergie, de collecte et de traitement des déchets, d'écoles, de centres de santé, de réseaux de transports, de cultures agricoles, etc. Ces contraintes traduisent, autant qu'elles produisent et reproduisent, les inégalités et les discriminations à raison de l'appartenance de classe, de genre, d'ethnie, de race, de religion ; à raison, aussi, du niveau d'éducation ou encore du statut d'activité. Dans la perspective de constitution de notre réseau, le fait de considérer ce type de situation comme des oasis constitue un parti-pris à la fois politique et pratique, comme cela a notamment été évoqué par Hervé Paris, membre d'Altercarto :

« Si on prend Ouagadougou, il y a 4,5 millions d'habitants, il y a 1 million d'urbains, tous les autres sont des ruraux, qui vivent dans des quartiers non-lotis, dans des villages éclatés autour de la ville. [...] La moitié des quartiers n'a pas d'adduction d'eau, c'est-à-dire de système public d'eau qui arrive jusqu'aux maisons et aux établissements collectifs. Les deux tiers des quartiers comme ceux-là, non-lotis, n'ont pas un accès à l'eau suffisant parce qu'ils dépendent de puits privés. Il y a donc un marché de l'eau. Chaque jour, les familles vont chercher de l'eau avec des chariots à deux kilomètres. En pleine ville. Notre parti-pris est de considérer que toutes ces situations peuvent être l'objet de démarches de type oasis intégrées, où il faut répondre aux enjeux de justice sociale, de migration, etc. »

³ La notion de périphérie ne s'entend pas uniquement au sens géographique du terme, dans la mesure où certaines d'entre-elles peuvent être situées en plein cœur des agglomérations qui les accueillent.



Une fois reliées entre elles, ces deux acceptions de l'oasis en produisent alors une troisième, elle aussi au cœur des échanges : celle de l'oasis comme socle de luttes et comme imaginaire politique, par-delà les fractionnements du monde. Tout au long de nos discussions, l'oasis a ainsi été envisagée comme un lieu d'inscription et de connexion des luttes pour la justice sociale, environnementale et migratoire, dans un monde clôturé par ses frontières entre le Nord et le Sud, entre les Suds mais aussi entre les Nord. Dans cette perspective, l'oasis constitue un point d'accroche permettant de questionner et dépasser ces clôtures sans cesse réactivées par les logiques sécuritaires, militaires, économiques, monétaires et humanitaires à l'œuvre.

Comme il en sera question plus loin, la question de l'articulation de ces différentes acceptions constitue, tant pour la construction du réseau lui-même que dans une perspective écosystémique plus large, un enjeu pratique, intellectuel et politique central.

LE PROJET « GREEN SAHARA DZ » ENTRE OUARGLA ET TOUGGOURT (ALGÉRIE)

Participant à l'initiative de la « Route des Oasis » depuis son lancement, le collectif des chômeurs de Ouargla s'est constitué en association agricole, accréditée par l'administration au mois de mars 2021. Le collectif a obtenu la cession d'un terrain de 100 hectares située entre Ouargla et Toggourt, dans le cadre des mesures de lutte contre la désertification. Ce terrain est installé en zone aride aux fronts du désert, mais il bénéficie d'un accès à une source d'eau à faible profondeur. La qualification du terrain en terre agricole confère aux membres de l'association le statut d'agriculteurs, leur permettant non seulement de commercialiser les produits légalement, mais aussi de bénéficier des aides et mesures fiscales en faveur des jeunes agriculteurs. L'enjeu, pour le collectif, consiste à exploiter cet espace en développant une agriculture biologique afin de subvenir aux besoins de ses membres et leurs familles. Le projet inclut également l'ambition d'une installation sur la place par la construction d'un habitat durable, reposant sur les techniques traditionnelles.

Si l'objectif à terme est de cultiver des plantes et arbres rustiques en agriculture biologique, il s'agit de procéder par étapes. L'option retenue pour démarrer consiste à réaliser un élevage de palmiers rustiques, résistant au désert, et dont les jeunes plans sont aujourd'hui très prisés. Il faut aussi concevoir des installations et équipement agricoles adaptées, à des prix accessibles. Concevoir un dispositif de production d'énergie et de froid. Concevoir des installations hydriques économes. Concevoir les instruments de communication. Prévoir l'accueil de voyageurs. Et aussi tisser des liens avec des réseaux de consommateurs, nouer des coopérations solides avec d'autres initiatives agricoles. Penser aussi l'économie des produits dérivés (exploitation des déchets agricoles, etc.) qui peuvent donner lieu à des pratiques de fabrique artisanale de produits durables (biodégradables, non toxiques...).

POUR EN SAVOIR PLUS :

http://91.121.3.209/altercartonew/site0/index0.html#art_C3-Route@@des@@Oasis@@@Cest@@parti@@pour@@le@@projet@@Green@@Sahara@@DZ



Oasis de Chenini

UNE TRANSFORMATION HISTORIQUE DE L'AGRICULTURE ET DES SOCIÉTÉS OASIENNES

L'analyse des évolutions du modèle oasien, telle qu'elle s'est construite au fil de plusieurs interventions très documentées, s'inscrit pleinement dans cet enjeu d'articulation. Cette évolution renvoie à un processus historique de marginalisation de l'agriculture oasienne traditionnelle. Celle-ci était fondée sur une production – principalement maraîchère et fruitière – destinée à la consommation locale et sur des systèmes d'échanges structurés à l'échelle régionale, comme nous l'a expliqué Khayreddine Debaya, membre du collectif Stop Pollution, à partir de l'exemple de Gabès :

« L'oasis jouait un rôle d'autosuffisance alimentaire et le troc était une pratique très développée. Par exemple, comme il n'était pas possible de cultiver assez de céréales dans la région de Gabès, un système de troc était organisé avec d'autres régions productrices de céréales. Il y avait également des mouvements de transhumance de populations qui allaient vers le nord à certaines saisons, principalement du printemps à l'automne, pour participer aux activités agricoles et, en contrepartie, obtenir les céréales dont ils avaient besoin. Dans l'oasis, toute la famille était, à la même période, mise à contribution pour travailler dans les parcelles. Tout le mode de vie était construit autour de l'oasis : la façon de travailler et d'habiter, mais aussi la structuration des rapports sociaux et familiaux. »

Ce modèle se retrouvait également au Niger, comme l'a décrit Soumaila Abdoulaye Sambo, membre de l'Agence de développement Nourriterre :



« Nous avons des oasis qui sont fondamentalement agricoles. Comme nous sommes dans une zone désertique, il y a aussi un peu d'élevage de petits ruminants. Des chèvres surtout, et du mouton. Mais on ne trouve pas, par exemple, de bœufs. Il y a eu des expériences d'installation de bovins, mais cela n'a pas marché. Donc, ces oasis reposaient sur une économie de subsistance, pour pouvoir consommer. Pour l'autosuffisance des familles. À l'époque, ils faisaient du blé, de l'orge, des légumes et du mil. Mais les quantités produites n'étaient pas suffisantes pour permettre à l'oasis d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. C'est dans ce cadre-là qu'étaient organisées les grandes caravanes. Les caravanes, ce sont des dizaines de chameaux qui transportent des produits locaux des oasis et qui les amènent vers le sud pour les échanger contre des céréales produites dans les zones agricoles du sud. »

L'industrialisation et ses conséquences écocidaires

Bien que s'inscrivant dans la longue durée, la rupture avec ce modèle d'agriculture oasienne traditionnelle a été marquée par plusieurs moments-clés. Dans le cas de Gabès, un premier moment se matérialise avec l'installation par l'État, en 1972, du « Groupe chimique tunisien ». Il s'agit d'un important complexe industrialo-portuaire de production d'acide phosphorique et d'engrais, qui exploite les gisements de phosphates situés dans la région intérieure de Gafsa. La création du Groupe chimique s'inscrit dans le sillage d'un mouvement d'industrialisation initié dans les années 1950 et 1960, alors envisagé comme un levier de modernisation du pays⁴. Outre le Groupe chimique, Gabès accueille également une industrie pétrochimique ainsi qu'une très importante cimenterie.

Depuis son implantation, cette industrie – en particulier l'exploitation du phosphate et la production de ciment – constitue une agression à plusieurs faces de l'écosystème oasien et de sa population. Elle se traduit, tout d'abord, par le fait que les traitements mis en œuvre dans le processus industriel impliquent une consommation massive d'eau. Cette eau est captée par pompage de la nappe phréatique, dont l'exploitation rentre ainsi en concurrence avec les usages liés à l'irrigation des cultures. L'une des illustrations de la pénurie d'eau qui en résulte est l'espacement progressif du « tour d'eau » dans l'oasis, c'est-à-dire le moment lors duquel chaque agriculteur peut irriguer ses parcelles. L'espacement entre chaque tour d'eau est ainsi passé d'un maximum de 10 à 12 jours dans les années 1970 à une moyenne de 50 à 60 jours aujourd'hui. Cette pénurie contribue, de surcroît, à accroître la salinité des sols : alors que la terre des oasis de Gabès est naturellement très chargée en sel du fait de la proximité immédiate de la mer – « le sel remonte » –, le tour d'eau permet non seulement d'irriguer les cultures mais aussi de « lessiver » une partie du sel contenu dans le sol, grâce à un système de canaux de drainage qui ont pour fonction de reconduire l'eau chargée en sel vers la mer.

⁴ Également mentionné au cours des échanges, le mouvement d'industrialisation d'Arlit au Niger – lié à l'exploitation des mines d'uranium – et ses conséquences n'a pas fait l'objet d'un développement approfondi.



Groupe Chimique Tunisien, Gabès

Ce problème a, en outre, été considérablement renforcé par la mise en place de canaux d'irrigation et de drainage en béton dans les années 1980. Financés par des fonds japonais pour un montant de 40 millions de dinars, ceux-ci se sont substitués au réseau ancestral de canaux en terre. Les conséquences de cette « modernisation » se sont avérées particulièrement délétères à plusieurs égards. Mal pensé dans sa conception initiale, notamment en termes de calcul des pentes, ce réseau génère un débit d'eau beaucoup trop important, qui entraîne de nombreuses fuites et qui tend à noyer les cultures plutôt qu'à les irriguer. L'installation des canaux en béton a aussi contribué à modifier le microclimat de l'oasis et sa biodiversité. En effet, dans le système traditionnel antérieur, les canaux étaient alimentés de manière continue en eau, même à faible débit, ce qui maintenait la terre humide, et donc un certain niveau d'humidité globale dans l'oasis. Ce faisait la température dans l'oasis était de l'ordre de trois degrés plus basse qu'aujourd'hui. Les canaux en béton contribuent, du fait de ce mécanisme, à un assèchement de l'oasis, mais aussi à une perte massive de biodiversité à plusieurs niveaux. D'une part, les canaux traditionnels accueillait une diversité d'espèces de poissons (notamment des anguilles) que les habitants pouvaient pêcher pour se nourrir. D'autre part, l'assèchement de la terre a fait disparaître les vers de terre et de nombreux insectes, dont se nourrissaient les oiseaux migrateurs qui, désormais, ne sont plus là non plus.

De son côté, l'eau utilisée dans le processus industriel de lavage du phosphate est, en bout de chaîne, rejetée directement dans la mer, chargée de l'équivalent de 16 000 tonnes journalières de phosphogypse (c'est-à-dire les déchets de l'exploitation du

phosphate). Comme nous pouvons le voir sur la vidéo réalisée sur le site⁵, ce rejet entraîne l'accumulation d'une couche de près de 5 mètres de phosphate traité – en forme de « nouvelle terre » – qui avance progressivement sur la mer. Mer qui devient elle-même, dans un rayon compris entre 3 et 5 kilomètres autour du littoral, une « zone morte ». Du fait des boues de phosphogypse en suspension, aucun rayon solaire ne peut traverser l'eau, entraînant une obscurité totale et empêchant toute faune et toute flore marine de subsister – dans un écosystème qui comptait auparavant près de 300 espèces de poissons.

Au problème de la surexploitation de la nappe phréatique et du rejet d'eau polluée s'ajoute, de surcroît, les conséquences de la pollution de l'air liée aux fumées toxiques émises par le complexe industriel. Dans l'oasis, cette pollution occasionne des chutes de fruits – en particulier des dattes – avant maturité, et contribue à fragiliser les arbres. Cette fragilisation s'observe à travers le changement de couleur des feuilles de palmiers, qui sont passées avec le temps du vert vif au vert pistache, mais aussi à travers les feuilles jaunâtres ou entièrement sèches qui prolifèrent sur les arbres.

L'essor du productivisme agricole tourné vers l'export

Un second moment clé de marginalisation du modèle oasisien traditionnel est constitué par l'essor d'un modèle agricole de type productiviste tourné vers l'exportation, rompant avec la logique d'autosuffisance alimentaire qui dominait auparavant. En Tunisie, ce modèle a été appliqué aux dattes, aujourd'hui essentiellement produites pour l'export.



Canaux d'irrigation en béton dans l'oasis maritime de Ghannouch

⁵ <https://www.youtube.com/watch?v=hveFNDwREyc>



Dans le cas du Niger, ainsi que nous l'a expliqué Soumaila Abdoulaye Sambo, cette logique s'est quant à elle principalement développée autour des cultures d'oignons, d'ail et de pommes de terre, mais aussi d'arbres fruitiers (grenades, pamplemousses, citrons, oranges, raisins), introduites dans les années 1960 et 1970 par les programmes de la coopération allemande :

« Dans les années 1960 et 1970, la coopération allemande s'est installée et a introduit énormément d'arbres fruitiers comme les grenadiers, les pamplemousses, les citronniers, les orangers et même le raisin, mais également la pomme de terre, l'oignon et l'ail. Dans les années 1980, l'armée au pouvoir se faisait fournir en légumes et en pommes de terre, donnant lieu à des gros contrats passés avec les exploitants agricoles. De manière globale, nous nous sommes retrouvés avec des quantités importantes de production, surtout d'ail, d'oignons et de pommes de terre. Actuellement, trois oasis produisent près de 90 % de la production d'oignons au Niger, et beaucoup de ces produits sont exportés. Cela représente des millions d'euros par an de chiffre d'affaire. »

Le développement de ce modèle de production intensif tourné vers l'exportation a, lui aussi, entraîné une surexploitation des nappes phréatiques qui nécessite d'effectuer des pompages de plus en plus profonds :

« La production agricole a été soutenue de manière intensive et nous avons surexploité les nappes phréatiques. Au début, nous avions de l'eau à 10 ou 15 mètres de profondeur. Aujourd'hui, il faut aller, des fois, à 30 ou 40 mètres, jusqu'à 50 mètres. De telle sorte que nous devons utiliser des pompes pour pouvoir tirer cette eau. Et depuis une dizaine d'années, des panneaux solaires ont commencé à apparaître dans les oasis. »

Parallèlement au danger qu'il fait peser sur la pérennité de la ressource en eau dans un contexte de changement climatique, ce système de production menace également, de manière directe, la sécurité alimentaire de la population. En effet, l'essentiel de l'alimentation des habitants des oasis est à base de blé et de mil. La production nigérienne de ces deux céréales étant insuffisante pour nourrir l'ensemble de la population, le pays est contraint d'importer. Le mil importé provient essentiellement du Burkina Faso et du Mali, tandis que le blé est quant à lui issu du marché mondial. En conséquence, comme le souligne encore Soumaila Abdoulaye Sambo, « malgré le fait que les oasis produisent des milliers de tonnes d'oignons et de pommes de terre, elles sont dans une situation d'insécurité alimentaire ».

Une mutation des sociétés oasiennes

Comme les échanges ont permis de le souligner à plusieurs reprises, le déploiement du productivisme et de l'industrialisation a parallèlement entraîné une mutation des sociétés oasiennes. Dans le cas du Niger, l'essor de ce modèle agricole tourné vers l'exportation a ainsi contribué à modifier les structures de pouvoir politique et économique, à travers le développement des intermédiaires entre les agriculteurs et exportateurs. Progressivement investie par une nouvelle génération des jeunes ingénieurs sortis de l'université, cette activité d'intermédiation a permis à ces derniers de générer d'importants profits liés à la plus-value dégagée lors de la revente de la production agricole. Acheté pour quelques



centimes d'euros au producteur, le kilo d'oignons est ensuite revendu pour l'équivalent de 2 à 3 euros, ce qui, sur des centaines de tonnes, constitue une somme très importante.

Outre leur poids économique, ces intermédiaires exercent également un important pouvoir politique, notamment par la détention des mairies, qui leur donne la capacité d'exercer un contrôle sur l'ensemble de la filière agricole, de la production à l'exportation. Ils contraignent ainsi les agriculteurs à vendre leur production à des coopératives qu'ils ont eux-mêmes créées. Ce sont eux, également, qui détiennent la distribution des engrais et qui gèrent le transport. En somme, nous dit Soumaila Abdoulaye Sambo, « toute la filière, c'est-à-dire le réseau de production, est détenue par ces intermédiaires ».

Parallèlement, comme l'illustre la situation de l'oasis de Gabès, l'activité agricole a été progressivement délaissée par les jeunes générations. La faiblesse des revenus tirés de cette activité au regard de l'effort demandé contribue directement à ce mouvement qui n'est pas spécifique à la situation gabésienne. Les logiques d'héritage occasionnent, en outre, un morcellement accru des parcelles, dont une part importante est désormais soit abandonnée, soit utilisée comme jardin :

« Les propriétaires, indique *Khayreddine Debaya*, viennent nettoyer, s'occuper un peu des palmiers et des grenadiers, mais il n'y a plus véritablement d'agriculture de production, en particulier en ce qui concerne la production de légumes, qui a quasiment disparue dans ces parcelles parce qu'elle demande beaucoup d'attention et de temps. »

Ces différents niveaux de transformation historique du modèle oasien traditionnel renvoient aux multiples enjeux qui ont été au cœur des réflexions visant à construire, dans le cadre de la « Route des Oasis », un réseau permettant de les articuler par-delà les frontières.

LA POSSIBILITÉ D'UN RÉSEAU PAR LE BAS PARTANT DES PRATIQUES

À partir des différentes acceptions imbriquées de l'oasis et de l'exploration collective des mutations de l'écosystème oasien, pourquoi et comment constituer un réseau transnational ? Cette question, invitant à réfléchir à la possibilité, aux significations et aux modalités pratiques d'un tel réseau, s'est trouvée au cœur des échanges du samedi et du dimanche matin.

L'objet des discussions a tout d'abord porté sur les objectifs politiques associés à la constitution de ce réseau, au sens où, comme l'a souligné Wassim Laabidi du Réseau nord-africain pour la souveraineté alimentaire, « le réseau est une affaire politique plus que technique ». Ces objectifs politiques renvoient, tout d'abord, à la nécessité de partager les connaissances et les expériences par-delà nos ancrages respectifs. Ce besoin porte sur plusieurs dimensions identifiées dans le fil des échanges et des propositions.

Partager des connaissances sur les oasis et les écocides



La première de ces connaissances sur les oasis, comme le propose Layla Riahi du réseau Nord Africain pour la souveraineté alimentaire, concerne à la fois : ses paramètres écologiques, en incluant les conséquences du changement climatique sur ces paramètres et les adaptations induites ; ses paramètres économiques et commerciaux, en analysant les systèmes économiques liés à l'oasis ; mais aussi ses paramètres anthropologiques, en tenant compte des groupes sociaux qui composent les oasis, des manières d'y habiter, ou encore des migrations qui s'y développent tant dans le proche qu'au lointain. Ce besoin de connaissance sur les oasis recouvre aussi un besoin de connaissance sur les écocides, leurs causes et leurs conséquences, tant sur les plans environnementaux, humains, sociaux que politiques.

Dans cette perspective, les échanges ont montré l'ampleur des articulations à construire, d'un point de vue intellectuel et pratique, entre la multiplicité des enjeux impliqués dans le développement et le partage de cette connaissance. Parmi eux, les enjeux agricoles ont été évoqués à de très nombreuses reprises au cours de ces trois jours. Ils intègrent un besoin de préserver, de défendre, mais aussi de revaloriser l'agriculture en tant que pratique et en tant qu'engagement individuel et collectif.

La préservation a ainsi été évoquée sous l'angle de l'urgence à protéger les modes de cultures oasiennes des menaces qui pèsent sur elles, et notamment sur les modalités d'accès à la terre et à l'eau. Cela se traduit par la recherche d'une protection d'ordre patrimonial : alors même que l'État, dans le contexte tunisien, ne propose aucun cadre légal à cette protection, la reconnaissance de l'oasis de Gabès au titre du patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO constitue un levier décisif. Mais la préservation renvoie aussi à une capacité à maintenir opérationnelles des techniques agricoles anciennes adaptées aux spécificités locales face à des dynamiques de modernisation pouvant être destructrices (à l'image des systèmes d'irrigation en béton installés dans l'oasis maritime de Ghannouch), tout en les articulant à des développements technologiques raisonnés.

La défense de l'agriculture oasienne implique également de considérer sa dynamique économique et productive. Cela consiste, en particulier, à faire en sorte que cette agriculture soit une source de gain et de rentabilité pour les agriculteurs, afin qu'ils puissent vivre de leur travail. Comme cela a été souligné, cet enjeu apparaît d'autant plus crucial que la géographie de localisation des oasis recouvre la géographie des situations de pauvreté. De ce point de vue, défendre l'oasis nécessite de proposer des formes d'organisation du partage de la production alternatives à la propriété privée – le plus souvent préconisée par l'État. L'exemple des luttes initiées au sein de la palmeraie de Jemna pour la création et la reconnaissance juridique d'une coopérative autogérée en est un exemple. En parallèle, la défense de l'agriculture oasienne nécessite de mettre plus largement en cause les modèles de productions dominants, qui organisent une forme d'extraction et d'appauvrissement des ressources et de la biodiversité, à l'image du modèle tunisien de production de dattes d'exportation ou nigérien de production d'oignons, d'ail et de pommes de terre.



Khayreddine Debaya, du collectif Stop Pollution, explique les menaces qui pèsent sur l'oasis de Ghannouch

Plus largement, la connaissance sur les écosystèmes oasiens et les écocides s'articule à une multiplicité d'enjeux liés à l'industrie, à l'alimentation – notamment sous l'angle de la souveraineté et de l'autonomie alimentaire –, au changement climatique, à la biodiversité, à la santé, à l'histoire coloniale, ainsi qu'à la condition des femmes. Si la dynamique des échanges s'est recentrée sur les oasis envisagées comme centre écosystémique – que les visites et les rencontres sur les terrains nous ont collectivement permis d'éprouver –, la question des oasis envisagées comme périphéries urbaines ou semi-urbaines a été moins fréquemment considérée, bien qu'elle se soit exprimée à plusieurs moments. En particulier lorsqu'a été soulignée l'importance de ne pas considérer l'oasis comme un espace isolé sur lui-même, mais bien articulé à ses différentes échelles d'inscriptions – la ville, la ruralité, la région, le pays, le continent. Ainsi pris en compte, les conditions et les modèles de la production agricole, et leur articulation aux multiples enjeux précédemment évoqués, correspondent à des questionnements auxquels sont directement confrontés les périphéries urbaines ou semi-urbaines.



S'arrimer aux expériences et aux luttes

Une seconde dimension du besoin de partage des connaissances et des expériences évoqué lors de nos échanges concerne ensuite la question des mouvements sociaux et de la construction des objets de lutte. La situation de Gabès illustre en effet, de manière cathartique, les tensions qui traversent les mobilisations sociales, au sein desquelles la revendication de l'emploi tend à s'arrimer à la défense des activités du Groupe chimique, au détriment du mouvement écologiste et de la prise en compte des dégâts engendrés par cette pollution industrielle massive lié à l'exploitation du phosphate, mais aussi à la production de ciment. De ce point de vue, construire une connaissance avec les luttes suppose de tisser des liens avec les communautés concernées par ces luttes, et ce, précisément afin de « partager les objets que choisissent les gens pour lutter ». Saisir les formes d'appropriation des objets des luttes est un moyen d'ouvrir la voie à la construction collective d'autres possibles.

Autrement dit, le partage de la connaissance auquel il fait référence ici ne peut dès lors se penser en dehors de la connexion aux expériences. Au cours des échanges, cette question a fait l'objet d'un *continuum* de positions quant à la place à accorder aux connaissances dans la construction du réseau. Celui-ci va de la nécessité de faire du réseau un espace de diffusion des solutions, des bonnes pratiques et des outils techniques – envisagés comme des savoirs déjà constitués à mobiliser –, jusqu'à l'idée de construire un espace d'exploration et de délibération collective sur les objets des luttes, ainsi que sur les outils à développer pour équiper ces luttes, contribuant à définir une stratégie de production de connaissances ancrées dans les expériences. Susciter un monde commun par la délibération sur les accords et sur les désaccords constitue, en ce sens, un enjeu décisif pour la construction d'un réseau capable d'offrir à ses membres un espace de consolidation des pratiques et de renforcement des capacités de mobilisation.

S'appuyer sur des supports et des fonctions-clés

Quels peuvent être, dès lors, les supports et les fonctions-clés à mettre en commun pour constituer notre réseau ? Nos échanges permettent d'ores-et-déjà d'en identifier plusieurs. Un premier type de fonction évoquée est de construire et développer un dispositif de collecte de données et d'informations, ancré dans les expériences et mobilisant également, de manière raisonnée et délibérée, les données déjà constituées à différentes échelles.

La mise en place d'un tel dispositif peut ainsi reposer sur l'élaboration de dispositifs d'enquête – à l'image de l'expérimentation menée à Ouagadougou par l'association Quartier Général afin d'explorer les infrastructures du quartier non-loti de Taabtenga⁶ (voir encadré p. 15). Cela peut également reposer sur le développement de technologies utiles à la prise en compte des facteurs qui agissent sur l'écosystème oasien et les équilibres urbains et semi-urbains des oasis de la périphérie. La construction de capteurs – pour mesurer les ressources hydriques, les vents, les polluants, etc. – et de systèmes de

⁶ http://91.121.3.209/altercartonew/site0/index0.html#art_C7-Brigades@@de@@Solidarite@@-@@Quartier@@General@@altercarto@@BF



transmission associés permettant de communiquer des données sur de longues distances (via le système LoRa⁷) font partis des exemples évoqués au cours des discussions.

Dans le même esprit, la mobilisation des outils de cartographie de données – statistiques et/ou physiques – permettant un usage délibératif est directement envisagée, en s'appuyant notamment sur les savoir-faire développés au sein de Cartographie citoyenne et d'Altercarto, mais également des communautés OpenStreetMap dans lesquels plusieurs participant·es sont largement impliqué·es. Au cours des échanges, la cartographie a ainsi été envisagée comme « un support de mobilisation qui donne une visibilité sur les problématiques posées dans les oasis ». Visibilité sur la composition sociale des oasis, sur la biodiversité qui s'y développe, sur les polluants qui l'affectent, etc.

CARTOGRAPHIER LES BESOINS DES QUARTIERS POPULAIRES POUR ÉQUIPER LES RÉPONSES SOLIDAIRES : LE PROJET DES BRIGADES CITOYENNES DE SOLIDARITÉ À OUAGADOUGOU

Les brigades de solidarité sont des équipes de jeunes volontaires coordonnées, équipées et formées par l'association Quartier Général pour dresser et actualiser une cartographie des besoins des quartiers populaires de Ouagadougou (quartiers non lotis, populations vulnérabilisées par les crises sanitaires et économiques...). Les brigades s'appuient sur la participation des acteurs locaux (clubs et associations de jeunes, associations et responsables de quartiers) et se mettent au service des acteurs publics et/ou de la société civile intervenant sur les quartiers pour construire des réponses aux besoins des populations.

En pratique, des sessions de collectes de données en équipe sont organisées. Les informations collectées sont enregistrées, via un smartphone ou une tablette, dans un questionnaire en ligne construit avec l'outil KoboToolBox, qui permet de constituer une base de données centralisée. Lors des sessions de collecte, un temps est également consacré au partage des informations qualitatives non prises en compte dans le questionnaire. La base de données permet ensuite de dresser une cartographie de l'état de situation des quartiers concernés. Les informations sont actualisées par les brigades en s'appuyant sur des correspondants locaux volontaires.

En mobilisant ces données, l'enjeu consiste à organiser des appels à volontaires permettant d'aider les groupes locaux à construire des réponses aux besoins identifiés (par exemple : gestion collective de l'eau, forage, jardins collectifs d'agriculture urbaine, équiper une cuisine collective, installer des mini centrales solaires collectives, récupérer des réfrigérateurs et les installer dans les quartiers, etc.). Les informations ont, en outre, pour vocation d'équiper les activités de plaidoyer des organisations de la société civile et de contribuer à l'enrichissement de la base de données d'OpenStreetMap.

POUR EN SAVOIR PLUS :

[index0.html#art_C7-Brigades@@de@@Solidarite@@-](#)

⁷ <https://fr.wikipedia.org/wiki/LoRaWAN>



Mohamed Limem Smida, de Cartographie Citoyenne, introduit l'atelier du samedi 7 mai

Parallèlement à la question des technologies utiles, la mise en place de formations communes dans le cadre du réseau a également été évoquée, en tant que « véhicule de transmission des connaissances qui font réseau ». Un tel dispositif de formation s'envisage ainsi comme un espace de partage à la fois sur les technologies utiles et leurs usages, mais aussi l'ensemble des enjeux qui ont pu être évoqués au fil des échanges. Le dispositif de formation peut en outre s'inscrire dans une stratégie d'appui à la mobilisation des jeunes et de soutien à leur développement, dans une logique d'implication dans l'action.

QUELLES SUITES ?

En guise de conclusion des échanges et de projection dans les prochaines étapes de constitution de notre réseau, une proposition de structuration en quatre pôles a été formulée : un pôle dédié aux enjeux de documentation, un pôle dédié à la mobilisation, un pôle dédié à l'organisation des échanges et des rencontres et, enfin, un pôle transversal portant sur les différents projets initiés au sein du réseau. En nous appuyant sur la dynamique des rencontres de Gabès, de nouvelles rencontres pourront être programmées et préparées en amont dans le cadre de groupes de travail opérationnels, afin d'en définir les modalités d'organisation et de préparer leur contenu.



Avec le soutien de :



CONTACTS :

Altercarto - Les Mondes de la Terre (France) :

<http://altercarto.fr> / altercarto@wanadoo.fr

Cartographie Citoyenne (Tunisie) :

<http://cartocitoyenne.org> / contact@cartocitoyenne.org